

CONTRE L'EUROPE OTANISÉE

PAR JACQUES CHEMINADE, LE 11 MARS 2008

Ce qu'on nous vend aujourd'hui sous le nom d'Europe est en fait une nouvelle Sparte financière. Les deux piliers de cette chose sont un empire financier guidé par une banque centrale indépendante des peuples et une organisation militaire intégrée au sein d'une Alliance atlantique projetée à l'échelle du monde. Si vous n'avez rien compris à ce qui nous tombe dessus, c'est que cela a été voulu. En juillet 2007, le vice-président de la Convention qui élabora le traité européen simplifié (TSE), Giuliano Amato, déclarait : « Les chefs de gouvernement avaient décidé que le document présenté serait illisible. Etant illisible, il ne serait pas perçu comme une Constitution, ce qui était le but recherché. »

C'est ainsi que Nicolas Sarkozy a fait adopter par notre Parlement un texte à prendre ou à laisser, ayant dépouillé nos parlementaires de tout droit d'initiative et de tout droit d'amendement. Pourquoi avoir fait si vite ? Parce que dans le contexte de la désintégration du système financier international – crises des subprimes, des rehausseurs de crédit, des dérivés de crédit, des fonds d'investissement (KKR, Blackstone, Carlyle...) – l'oligarchie dominante ne peut attendre.

Robert Cooper, l'un des gourous de Tony Blair, installé à la direction E du Conseil de l'Union européenne (UE), chargé des affaires économique-militaires, ne cache pas son jeu. Membre avec Giuliano Amato de la Ditchley Foundation, il entend détruire l'Europe des patries de Charles de Gaulle et l'esprit du traité de Westphalie de paix entre Etats-nations. Au bénéfice d'un « impérialisme libéral acceptable pour le monde des droits de l'homme », fondé sur le principe d'un

« double standard » : entre membres, « la loi et la sécurité coopérative », pour les autres, « les principes de la loi de la jungle ».

Amato, lui, propose de « prendre le Moyen Age comme modèle », abandonnant les souverainetés nationales à des « entités sans visage » : OTAN, ONU, UE... « un futur de princes sans souveraineté. »

La réintégration de la France dans l'OTAN doit être vue comme un élément de ce « nouvel ordre ». Le TSE établit que sa clause d'assistance mutuelle est conforme « aux engagements souscrits au sein de l'OTAN qui reste pour les Etats qui en sont membres le fondement de leur défense collective et l'instance de sa mise en oeuvre ». Alors pourquoi barguigner ? Bernard Kouchner, dans Le Monde du 11 mars, le dit clairement : « Il y a complémentarité entre deux structures... L'Europe de la défense et l'ancrage atlantique sont les deux volets d'une même politique de défense et de sécurité. »

Quelle OTAN ? Celle d'une « structure renouvelée » qui va être discutée au sommet de Bucarest, en avril : utilisation préventive de l'arme nucléaire « en premier », fin du vote majoritaire pour la recherche d'un consensus, ce qui suppose la fin du droit de veto, usage de la force requis sans autorisation de l'ONU « si un grand nombre de vies sont en danger ».

Bref, la soumission à un empire mondial basé sur le chantage à la force financière et militaire. Il est temps de réagir avec le contre-projet d'alliance pour le progrès entre républiques souveraines pour lequel nous nous battons.



www.solidariteetprogres.org

Le mouvement politique de Jacques Cheminade et Lyndon LaRouche

BP 27 - 92114 Clichy cedex / Tél. : 01 76 69 14 50 / Fax : 01 47 39 05 80 / SVP : Ne pas jeter sur la voie publique